

Unité départementale de l'Aisne
47, avenue de Paris
02200 SOISSONS

SOISSONS, le 26/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GUIS'ENROBES Gorez (Guise)

Rue de Robbé (RD 960)
02120 Guise

Références : GUI523_RapVisite_291
Code AIOT : 0003802733

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement GUIS'ENROBES Gorez (Guise) implanté Rue de Robbé (RD 960) 02120 Guise. Cette partie « contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 02/12/2022 après six mois d'activité, l'inspection avait relevé sept non-conformités qui ont fait l'objet de l'APMD n° IC/2023/022 du 13/02/2023 (notifié le 22/02/2023). Dans son dossier du 21/02/2023, l'exploitant a répondu aux mises en demeure.

L'inspection du 28/03/2023 a vérifié le respect des délais de certaines prescriptions établies à un mois. L'exploitant a ensuite formulé quelques commentaires.

Lors de la seconde inspection, les échéances des autres mises en demeure, à savoir les 22/04 et 22/05/2023, ont été contrôlées. La centrale n'était pas en activité depuis trois semaines. Une panne ayant été détectée au niveau du malaxeur, l'exploitant était en attente du remplacement des pièces défectueuses et reconnaissait des difficultés d'approvisionnement.

Le sujet est toujours particulièrement sensible, car le collectif de riverains regrette toujours l'installation et le fonctionnement de cette centrale à proximité de leurs habitations. Depuis le 01/01/2023, quatorze plaintes ont été enregistrées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUISE'ENROBES Gorez (Guise)
- Rue de Robbé (RD 960) 02120 Guise
- Code AIOT : 0003802733
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par l'arrêté préfectoral n° IC/2022/003 du 12/01/2022, la société GUISE'ENROBES (filiale de la société GOREZ TP) est autorisée à exploiter une centrale mobile d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers.

Cet arrêté applique sans dérogations, toutes les prescriptions générales définies par l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux installations relevant de la rubrique n° 2521 (centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers).

Située hors agglomération, à GUISE, en bordure de la RD 960 (Rue de Robbé), la centrale est positionnée à juste 100 mètres de l'habitation la plus proche.

Divers équipement connexes, dont deux trémies de livraison des enrobés, deux cuves de bitumes de 51 m³, des casiers de stockage des matériaux (granulats), un pont bascule, une réserve incendie (citerne souple de 120 m³) et un bassin d'infiltration (300 m³), sont aussi aménagés sur le site.

La capacité maximale de production est comprise entre 90 et 140 tonnes/heure.

Elle emploie deux salariés (1 centralier responsable du site et 1 chef conducteur d'engins).

L'activité s'exerce de 7 à 16 heures, sauf week-end et jours fériés, sur 11 mois.

La production moyenne d'enrobés s'élève à 30 000 tonnes/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le récolement de l'APMD n° IC/2023/022 du 13/02/2023,
- les observations sur la précédente inspection du 28/03/2023,
- certaines conditions d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1 | Récolement d'un arrêté de mise en demeure | AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 1 | / | Amende | 1 mois |
| 3 | Rejets à l'atmosphère | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.2. | / | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 4 | Valeurs limites d'émission | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7. | / | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 5 | Valeurs limites d'émission | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.8. | / | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 6 | Surveillance des émissions | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.1. | / | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2 | Généralités | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1.4 | / | Sans objet |
| 7 | Surveillance des émissions | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5. | / | Sans objet |
| 8 | Généralités / Exploitation | AP Complémentaire du 30/08/2022, article 2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des sept non-conformités relevées lors de l'inspection du 02/12/2022, celle concernant les émissions de poussières, de gaz et d'odeurs n'est pas entièrement soldée. Le captage et la canalisation à la source des émissions diffuses ne sont pas assurés et l'exploitant n'a pas justifié l'éventuelle impossibilité technique de les réduire. Un arrêté d'amende administrative d'un montant de 5 000,00 € est proposé à la signature de M. le préfet, ainsi qu'un projet d'arrêté de mise en demeure pour quatre non conformités, à savoir : le respect de deux valeurs limites d'émissions et les caractéristiques techniques de la cheminée, ainsi que la réalisation de nouvelles analyses dans des conditions réglementaires et représentatives du fonctionnement de l'installation.

2-4) Fiches de constats

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| N° 1 : Récolement d'un arrêté de mise en demeure |
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mise en demeure |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GUISE, représentée par M. Jean-Luc GOREZ agissant en qualité de Président du Directoire, dont le siège social est situé au Chemin de Cernay – 51450 BETHENY, exploitant une centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers, située sur le territoire de la commune de GUISE, est mise en demeure dans un délai de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) un mois, de respecter les prescriptions de l'article R.512-46-23 du Code de l'environnement, en présentant à Monsieur le Préfet, un « porter à connaissance » des caractéristiques techniques de son équipement de chargement des enrobés, avec ses impacts sur la sécurité et la salubrité publiques, ainsi que tout autre modification par rapport à son dossier d'enregistrement ; 2) un mois, de respecter les prescriptions de l'article 4.3. de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé, en mettant à disposition des services d'incendie et de secours, les plans des locaux avec une description des dangers, les consignes et procédures réglementaires ; 3) un mois, de corriger les observations listées dans le rapport de vérification électrique ; 4) trois mois, de justifier auprès de l'inspection des installations classées, la capacité de l'aire de rétention des eaux d'extinction d'incendie et la réalisation de son étanchéité ; 5) trois mois, de respecter les prescriptions de l'article 6.1. de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé, en captant, canalisant et limitant au maximum les émanations d'odeur, de poussières ou tout autre rejet de polluants, notamment issus de ses installations de chargement des enrobés (skip) et de traitement (fillers), ainsi que des événements des cuves de bitume ; 6) un mois, d'installer la cheminée des rejets atmosphériques d'une hauteur de 11 mètres ; 7) deux mois, de réaliser les analyses des émissions atmosphériques, olfactométriques, sonores et des eaux pluviales de son installation. <p>Constats : Après la première inspection du 28/03/2023 du récolement de l'APMD, l'exploitant a transmis des pièces complémentaires et formulé des commentaires sur les mises en demeure encore en suspens. Leurs états ont été vérifiés lors de cette inspection.</p> <ul style="list-style-type: none"> • MED 2022/01 : Échéance au 22/03/2023. Le 21/02/2023, l'exploitant a transmis un « porter à connaissance (PAC) » de l'équipement de livraison et de chargement des enrobés. Il a fait l'objet d'une demande de compléments, à laquelle l'exploitant a répondu les 17 et 20/04/2023. Un rapport spécifique a été rédigé. Point soldé. • MED 2022/02 : Les plans des locaux avec une description des dangers, les consignes et procédures réglementaires sont mis à la disposition du SDIS. Point soldé. • MED 2022/03 : Les observations listées dans le rapport de vérification électrique sont corrigées. Point soldé. • MED 2022/04 : La capacité de l'aire de rétention des eaux d'extinction d'incendie est justifiée et son étanchéité réalisée. Point soldé. • MED 2022/05 : Échéance au 22/05/2023. Selon l'exploitant, « Il n'y a pas d'équipements pour capter les poussières, gaz et odeurs », et le seul moyen de les canaliser serait de « mettre la centrale dans un bâtiment, or cela est impossible ». Pour réduire les poussières de type « fillers » au niveau du crible, l'exploitant avait commandé auprès de la société AMMAN, un silo de 11,00 m de hauteur et 1,20 de diamètre et envisage de « créer un barrage végétal par la plantation d'arbres le long de la trémie de chargement ». <p>Lors de cette inspection, il a été constaté que :</p> |

1) Le silo prévu n'est pas installé. Il a été remplacé par une citerne reliée au crible, par un conduit muni d'une vis sans fin en titane. Les raisons invoquées sont le coût et les délais de livraison. Les extrémités sont manchonnées et seraient (selon l'exploitant) étanches. Ce dispositif sera prochainement remplacé par un plus sophistiqué (citerne avec une manche en accordéon).

2) L'écran végétal devant les trémies n'est pas planté.

3) L'exploitant n'a pas justifié techniquement l'impossibilité de capter et canaliser à la source ses émissions de poussières, gaz polluants ou odeurs. Il semble que toutes les dispositions envisageables ne soient pas prises, ou n'aient pas été étudiées, notamment celles émanant du « skip », des trémies et des cuves de bitume. **(Amende administrative 2023/01 et observation 2023/01)**

• **MED 2022/06** : Échéance au 22/03/2023. Par courriel du 31/03/2022, l'exploitant a indiqué avoir installé une cheminée d'une hauteur réglementaire de 11,00 m, mais l'exploitant était encore en attente de ses caractéristiques techniques. **(cf. fiche n° 3, mise en demeure 2023/01)**

• **MED 2022/07** : Échéance au 22/04/2023. Le 28/03/2023, l'exploitant a fourni les premiers rapports d'analyse de ses émissions, réalisés par l'APAVE. Ils ont été complétés le 25/04/2023. Dans son courrier du 17/04/2023, l'exploitant a indiqué que « les test réalisés sont corrects et conformes à la législation », toutefois il apparaît deux non-conformités qui font l'objet d'une mise en demeure. **(cf. fiches correspondantes n° 4 et 5)**

APAVE / Rapport d'essais 22468256-1 v1 - 26/01/2023 / Prélèvement d'eau résiduaire

Prélèvement réalisé le 09/01/2023 à 7h40.

| Émissions dans l'eau | Unités | VLE | Valeurs | C / NC |
|---------------------------------------------|---------|---------------|---------|--------|
| Température | ° C | < 30 ° | 7,9 ° | C |
| pH | | 5,5 < x < 8,5 | 8,1 | C |
| Modification de couleur du milieu récepteur | Mg Pt/l | < 100 | < 5,0 | C |
| Matières en suspension (MES) | mg/l | 35 | 30 | C |
| DBO5 | mg/l | 30 | < 3,0 | C |
| DCO | mg/l | 125 | < 5,0 | C |
| Hydrocarbures totaux | mg/l | 10 | < 0,53 | C |

APAVE / Rapport 2216570-001-1 v2 - 13/04/2023 / Mesure des rejets atmosphériques

Mesures HAP réalisées le 19/01/2023 : Essai 1 de 07h44 à 8h44 / Essai 2 de 8h48 à 9h48 / Essai 3 : de 9h52 à 10h52. Bon de production : 1000688 / 209,71 t d'enrobés de 7h28 à 10h26, 155 gâchées.

Autres mesures réalisées le 02/02/2023 : Essai 1 de 07h55 à 8h55 / Essai 2 de 9h03 à 10h03 / Essai 3 : de 11h14 à 12h14. Bons de production : 1000739 / 176,75 t / 7h46 à 9h57 / 130 ; 1000740 / 10,26 t / 11h15 à 11h20, / 8 ; 1000741 / 81,86 t / 11h22 à 12h20 / 60. **(cf. fiche 4 : Mise en demeure 2023/02)**

| Émissions dans l'air | Unités | VLE | Valeurs |
|---------------------------------------------|-------------------|-----|---------|
| 1° Poussières totales | mg/m ³ | 50 | 2,5 |
| 2° Monoxyde de carbone (CO) | mg/m ³ | 500 | 470 |
| 3° Oxyde de soufre (SO2) | mg/m ³ | 300 | 0,03 |
| 4° Oxyde d'azote (NOx) | mg/m ³ | 350 | 6,3 |
| 5° Composés organiques volatils (COV) | | | |
| a) Cas général : Rejet total (COVNM) | mg/m ³ | 110 | 213 |
| b) Composés organiques volatils spécifiques | mg/m ³ | 20 | 0 |

| | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------|----------|
| c) Substances dangereuses | mg/m ³ | 2 | 0 |
| 6° Métaux et composés de métaux (Cd + Hg + Tl) | mg/m ³ | 0,1 * | 0,009 |
| a ₁) Rejets de cadmium (Cd) | mg/m ³ | 0,05 * | 0,00008 |
| a ₂) Rejets de mercure (Hg) | mg/m ³ | 0,05 * | 0,008 |
| a ₃) Rejets de thallium (Tl) | mg/m ³ | 0,05 * | 0,000006 |
| b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure (As + Se + Te) | mg/m ³ | 1 * | 0,000006 |
| c) Rejets de plomb | mg/m ³ | 1 * | 0,0002 |
| d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc | mg/m ³ | 5 * | 0,0058 |
| 7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) (benzo pyrène ; naphtalène) | mg/Nm ³ | 0,2 | 0,00002 |

* Les VLE, établies par l'AM du 09/04/2019 (rubrique 2521) sont applicables si les flux horaires dépassent ceux indiqués dans cet AM. Les flux mesurés sont inférieurs, les VLE sont données à titre indicatif, sans jugement de conformité.

APAVE / Rapport 2167935-001-1 v2 - 12/04/2023 / Mesure des retombées atmosphériques (odeurs)

Mesures réalisées le 09/02/2023 de 7h50 à 8h45. Bon de production : 1000765 / 226,73 t d'enrobés de 7h42 à 10h18, 166 gâchées. (voir fiche 5 : Mise en demeure 2023/03)

| Point de prélèvement | Type de prélèvement | Heure | Concentration odeur (ouE/m ³) | Débit odeur (en ouE/h) | C / NC) |
|-----------------------------------------|---------------------|-------------|-------------------------------------------|------------------------|---------|
| Centrale | Cheminée | 7h50 – 8h00 | 452 | 18,7 x 10 ⁶ | NC |
| Point amont vent dominant | Ambiance | 8h05 – 8h15 | < 50 | NA | |
| Limite de propriété | Ambiance | 8h20 – 8h30 | < 50 | NA | |
| Point proche 1 ^{re} habitation | Ambiance | 8h35 – 8h45 | < 50 | NA | |

NA : Non applicable / C : Conforme / NC : Non conforme

APAVE / Rapport 22468271-1 v1 - 23/12/2022 / Niveaux sonores émis dans l'environnement

Mesures réalisées du 30/11/2022 (10h00) au 01/12/2022 (10h00). Bons de production : 30/11/2022 : 1000622 / 28,93 t d'enrobés de 12h53 à 13h13, 22 gâchées. 01/12/2022 : 1000623 / 48,32 t / 7h15 à 7h52 / 37 ; 01/12/2022 : 1000624 / 8,24 t / 7h54 à 7h58 / 6 ; 01/12/2022 : 1000625 / 30,32 t / 8h28 à 8h51 / 23. (115,81 t, pendant 84 mn, soit 93,39 t/h)

1) Niveaux sonores mesurés en zone à émergence réglementée (de 7h00 – 22h00)

| Point de mesure | Niveaux ambiants | | Niveaux résiduels | | Indicateur retenu | Émergence en dB(A) | | C / NC |
|-----------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|-------------------|--------------------|-----------|--------|
| | L _{Aeq} en dB(A) | L ₅₀ en dB(A) | L _{Aeq} en dB(A) | L ₅₀ en dB(A) | | Mesurée | Autorisée | |
| 1 | 59,5 | 52,5 | 58 | 48 | L50 | + 4,5 | 5 | C |

2) Niveaux sonores mesurés en limite de propriété (de 7h00 – 22h00)

| Emplacements | L _{Aeq} en dB(A) | Niveaux limites autorisés en dB(A) | Conformité |
|--------------|---------------------------|------------------------------------|------------|
| 1 | 61,5 | 70 | C |
| 2 | 61,5 | 70 | C |
| 3 | 61,5 | 70 | C |
| 4 | 60 | 70 | C |

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Amende administrative 2023/01 : Le captage et la canalisation à la source de toutes les émissions ne sont pas assurés et l'impossibilité technique n'a pas été justifiée. |
| Proposition de délais : 1 mois |
| Observation 2023/01 : L'exploitant précisera la date d'installation du nouveau dispositif de captation des poussières de type « fillers ». |

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| N° 2 : Généralités |
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dossier installation classée |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ; - le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. Article 4.13) ; - le programme de surveillance des émissions dans l'air (cf. Article 9.2) ; <p>[...]</p> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats : Le dossier n'a pas été contrôlé dans sa totalité. L'exploitant tient notamment à jour informatiquement un fichier avec les documents exposés ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - accidents/incidents : un seul incident enregistré le 03/03/2023. L'identité de la victime, du témoin, le lieu, les causes et la nature sont renseignés (Il s'agissait d'un renversement d'un anti-adhérent sur le sol). <p>Sont aussi renseignés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date du contrôle (à minima deux à trois fois par semaine) de l'état des clôtures et des tuyauteries et canalisations de l'installation ; - les dates d'intervention (à minima hebdomadaire) du nettoyage et arrosage de la chaussée ; - les dates de l'entretien mensuel des abords et des capacités d'infiltration du bassin ; - les dates des interventions des contrôles environnementaux. <p>Le tableau de la vérification périodique et de la maintenance des équipements n'est pas encore renseigné.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| N° 3 : Rejets à l'atmosphère |
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.2. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Points de rejets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> |
| <p>Constats : La cheminée installée est de section rectangulaire. Les contours du conduit présentent donc des points anguleux. Le modèle diffère du précédemment proposé par AMMAN (cf. dossier transmis le 28/03/2023, annexe 6, plan d'un modèle cylindrique). L'exploitant est mis en demeure de remplacer la cheminée, et aussi de justifier du respect de sa hauteur, selon les prescriptions de l'article 6.4 de l'AM 09/04/2019. (Mise en demeure 2023/01)</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure 2023/01, respect de prescription : Les caractéristiques techniques du point de rejet ne sont pas conformes. |
| Proposition de délais : 1 mois |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| N° 4 : Valeurs limites d'émission | |
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7. | |
| Thème(s) : Risques accidentels, Valeurs limites d'émission atmosphérique | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet | |
| Prescription contrôlée : I. La vitesse d'éjection des effluents gazeux en marche continue est au moins égale à 8 m/s. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission. | |
| 1° Poussières totales | 50 mg/m ³ |
| 2° Monoxyde de carbone (CO) | 500 mg/m ³ |
| 3° Oxyde de soufre (SO ₂) | 300 mg/m ³ |
| 4° Oxyde d'azote (NO _x) | 350 mg/m ³ |
| 5° Composés organiques volatils (1) : | |
| a) Cas général : | |
| Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : flux horaire total dépasse 2 kg/h. | 110 mg/m ³ (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés) |
| b) Composés organiques volatils spécifiques : Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg / Nm ³ | |
| c) Substances auxquelles sont attribuées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR), dont benzène et 1-3 butadiène, et les substances halogénées de mentions de dangers H341 ou H351 | |
| flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 10 g/h. | 2 mg/m ³ en COV (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés). |
| 6° Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) : | |
| a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés : | |
| flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1g/h, | 0,05 mg/m ³ par métal 0,1 mg/m ³ pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl) ; |
| b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés : | |
| flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h, | 1 mg/m ³ (exprimée en As + Se + Te) ; |
| c) Rejets de plomb et de ses composés : | |
| flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h, | 1 mg/m ³ (exprimée en Pb) ; |
| d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés : | |
| flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, | 5 mg/m ³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| manganèse (*), nickel, vanadium, zinc (*) et de leurs composés dépasse 25 g/h, | + Zn). |
| 7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques | |
| benzo (a) pyrène ; naphtalène | 0,2 mg/Nm ³ (la valeur se rapporte à la somme massique des 2 substances) |
| (1) les prescriptions du c) n'affranchissent pas du respect du a) et du b) | |
| [...] | |
| <p>Constats : La valeur mesurée le 02/02/2023, en composés organiques volatils non-méthaniques (COVNM = 213 mg/m³) est supérieure à la valeur limite d'émission (VLE = 110 mg/m³). Les COVNM regroupent une multitude de substances d'origine biogénique ou anthropique qui ont des impacts sur l'environnement et la santé. Il incombe aux exploitants de réduire efficacement leurs émissions (Mise en demeure 2023/02).</p> <p>De plus, l'inspection alerte l'exploitant sur la valeur particulièrement élevée constatée en monoxyde de carbone (CO = 470 mg/m³, alors que la VLE = 500 mg/m³) pour une alimentation de la centrale au gaz de ville.</p> | |
| Type de suites proposées : Avec suites | |
| Proposition de suites : Mise en demeure 2023/02, respect de prescription : La valeur limite d'émission en COVNM n'est pas respectée. | |
| Proposition de délais : 1 mois | |
| Observation 2023/03 : Vérifier le processus de combustion. | |

| | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|
| N° 5 : Valeurs limites d'émission | | | |
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.8. | | | |
| Thème(s) : Risques accidentels, Odeurs | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet | | | |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant dégager des émissions d'odeurs sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des fumées. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement,...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Les produits bruts ou intermédiaires susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés autant que possible dans des conteneurs fermés.</p> <p>Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs suivantes :</p> | | | |
| Hauteur d'émission (en m) | Débit d'odeur (en uoE/h) | Hauteur d'émission (en m) | Débit d'odeur (en uoE/h) |
| 0 | 1×10^6 | 30 | 720×10^6 |
| 5 | $3,6 \times 10^6$ | 50 | $3\,600 \times 10^6$ |
| 10 | 21×10^6 | 80 | $18\,000 \times 10^6$ |
| 20 | 180×10^6 | 100 | $36\,000 \times 10^6$ |
| <p>Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.</p> | | | |
| <p>Constats : L'analyse du débit d'odeur a notamment été réalisé au niveau du conduit de la cheminée à une hauteur de 5,637 m (cf. courriel AMMANN du 28/11/2022). Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, n'aurait pas dû dépasser la valeur proche de $3,6 \times 10^6$ uoE/h. Or, celle mesurée le 09/02/2023 était de $18,7 \times 10^6$ uoE/h (Mise en demeure 2023/03).</p> | | | |
| Type de suites proposées : Avec suites | | | |
| Proposition de suites : Mise en demeure 2023/03, respect de prescription : Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère n'est pas conforme. | | | |
| Proposition de délais : 1 mois | | | |

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| N° 6 : Surveillance des émissions |
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.1. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des émissions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles du présent chapitre.</p> <p>Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p> |
| <p>Constats : Les analyses des émissions et odeurs ont été réalisées avec un conduit d'une hauteur non réglementaire. Après l'installation de la nouvelle cheminée, l'exploitant mettra en place et communiquera à l'inspection, le nouveau programme de surveillance de ses émissions dans des conditions réglementaires et effectives de fonctionnement, avec les dates d'intervention de l'organisme de contrôle qualifié. (Mise en demeure 2023/04)</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure 2023/04, respect de prescription : L'exploitant doit mettre en place un nouveau programme de surveillance de ses émissions atmosphériques. |
| Proposition de délais : 1 mois |

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| N° 7 : Surveillance des émissions |
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des émissions sonores |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats : Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements jugés les plus représentatifs des zones à émergences réglementées (ZER). La ZER retenue pour le premier contrôle du 30/11/2022 était située en limite de propriété de la maison sise parcelle UC30. Pour le prochain, l'exploitant pourra avec l'accord d'un des plaignants, privilégier un emplacement privatif où la gêne est ressentie, en application de l'article 2.2. de l'annexe de l'AM du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis par les ICPE.</p> |
| Observations : Observation 2023/02 : Proposer un nouvel emplacement de la ZER. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| N° 8 : Généralités / Exploitation |
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/08/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Horaires d'activité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitation de la centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers est autorisée du lundi au vendredi, de 7 heures à 16 heures. Il n'y a pas d'exploitation les samedis, dimanches et jours fériés. |
| Constats : Les productions du mois de mai et sur quatre jours de juin 2023 ont été vérifiées. En mai, la première production a été enregistrées à 7h13, et en juin, la première à 7h16 et la dernière à 14h57. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |